

MARX ET KEYNES

LE MARXISME ET LE KEYNESIANISME HISTORIQUES

Marx et Keynes sont les deux figures qui dominent le XXe siècle. Marx a jeté les bases d'une critique radicale du capitalisme. Il faut entendre par là qu'il en a mis en évidence les caractères spécifiques essentiels qui le distinguent des systèmes sociaux antérieurs, condition nécessaire pour en comprendre la dynamique propre, sa capacité de surmonter les contradictions qui le définissent. Non que celle-ci permette de les réduire progressivement, car au contraire au fur et à mesure de son développement l'amplitude et la violence de ces contradictions s'aggrave. De ce fait le capitalisme apparaît bien comme une étape d'une histoire de l'humanité qui ne peut connaître de fin antérieure à la fin de l'espèce humaine elle-même. Il doit être dépassé ; il le sera d'une manière ou d'une autre.

Je ne reviendrai pas ici sur ma lecture de Marx concernant ces questions fondamentales. J'en rappelle seulement deux dimensions qui me paraissent essentielles pour la compréhension des défis contemporains. La première concerne la découverte par Marx de l'aliénation marchande comme forme spécifique - et nouvelle - commandant la reproduction de la société dans son ensemble (et pas seulement la reproduction de son système économique). Cette spécificité explique à son tour pourquoi dans le capitalisme l'économie s'érige en "science" c'est à dire que les lois qui en commandent le mouvement s'imposent aux sociétés modernes (et aux êtres humains dont elles sont constituées) "comme des lois de la nature". Autrement dit que le fait que ces lois sont le produit non d'une nature transhistorique (celle qui définirait "l'être humain" face au défi de la "rareté") mais d'une nature historique particulière (des rapports sociaux spécifiques propres au capitalisme) est gommé de la conscience sociale. Telle est - à mon avis - la définition de Marx de "l'économisme", caractère propre du capitalisme. La seconde concerne le mouvement de cette société dont Marx met en évidence l'instabilité immanente, dans ce sens que la reproduction de son système économique ne tend jamais vers la réalisation d'un équilibre général quelconque mais de déplace de déséquilibre en déséquilibre de manière imprévisible, explicable a posteriori, jamais prévisible à l'avance. La "concurrence" entre les capitaux - dont la parcellisation définit le capitalisme - supprime la possibilité de réaliser un équilibre général quelconque et rend illusoire toute analyse fondée sur une prétendue tendance allant dans ce sens. Le capitalisme est synonyme d'instabilité permanente. L'articulation entre les logiques produites par cette concurrence des capitaux et celles qui se déploient à travers l'évolution des rapports de force sociaux (entre les capitalistes, entre eux et les classes dominées et exploitées, entre les Etats dont se compose le capitalisme comme système mondial) rend compte a posteriori du mouvement du système se déplaçant d'un déséquilibre à un autre. Dans ce sens le capitalisme n'existe pas en dehors de la lutte des classes, du conflit des Etats, de la politique. L'idée qu'il existerait une logique économique (que la science économique permettrait de découvrir) qui commanderait le développement du capitalisme est une illusion. Il n'y a pas de théorie du capitalisme distincte de son histoire. Théorie et histoire sont indissociables, comme le sont également économie et politique.

J'ai signalé ces deux dimensions de la critique radicale de Marx parce que précisément ce sont les deux dimensions de la réalité que la pensée sociale bourgeoise ignore. Cette pensée est en effet économiciste depuis ses origines, à l'époque des Lumières. La "Raison" qu'elle invoque attribue au système capitaliste qui prend la place de l'Ancien Régime une légitimité transhistorique, qui en fait la "fin de l'histoire". Cette aliénation économiciste d'origine devait par la suite s'accroître, précisément dans la tentative de réponse à Marx. L'économie pure, à partir de Walras, exprime cette exacerbation de l'économisme de la pensée sociale bourgeoise. A l'analyse du fonctionnement réel du capitalisme, elle substitue le mythe du marché autorégulateur, qui tendrait par sa logique interne propre vers la réalisation d'un équilibre général. L'instabilité n'est plus conçue comme immanente à cette logique, mais comme le produit de l'imperfection des marchés réels. L'économie devient alors un discours qui ne se préoccupe plus de connaître la réalité ; sa fonction n'est plus que de légitimer le capitalisme en lui attribuant des qualités intrinsèques qu'il ne peut avoir. L'économie pure devient la théorie d'un monde imaginaire.

Si sur ce plan fondamental la critique radicale de Marx demeure, à mon avis, indépassée et indépassable tant que le système social demeure fondé sur les rapports sociaux qui définissent le capitalisme, les analyses concernant les contradictions propres à ce système auraient mérité d'être développées à la lumière de l'évolution historique elle-même, conformément d'ailleurs à la méthode préconisée par Marx qui ne dissocie pas théorie et histoire. Pour le faire il faut sortir du champ de l'économie politique du mode de production capitaliste et intégrer celui, plus vaste, du matérialisme historique. C'est à dire qu'il faut appréhender le capitalisme dans sa dimension de réalité mondiale, et ne pas réduire celui-ci au mode de production capitaliste étendu à la planète. Autrement dit d'articuler les contradictions sociales propres à chacun des sous ensembles du système mondial (les centres, les périphéries) les unes aux autres ; et par là même sortir du carcan d'une vision eurocentrique de l'histoire et de l'expansion capitaliste.

Marx avait amorcé des réflexions allant dans ce sens, avec toute la finesse et la richesse de pensée qu'on lui connaît. Ces réflexions affranchissent Marx de l'accusation d'avoir partagé avec son temps l'eurocentrisme systématique qui caractérise la pensée bourgeoise, même si les hésitations de ces premières avancées du matérialisme historique permettent de reconnaître ici et là la persistance de l'influence de l'eurocentrisme en question. Malheureusement ces réflexions n'ont pas été développées par la suite. Au contraire le marxisme historique qui se constitue dans le mouvement ouvrier européen de l'Internationale de la fin du XIXe siècle à 1914 leur tourne le dos pour adopter une vulgate eurocentrique qui assimile expansion mondiale du capitalisme et universalisation du mode de production capitaliste. Cette simplification supprime du champ de vision le phénomène le plus gigantesque qui caractérise la mondialisation capitaliste réelle en question dès l'origine : la polarisation, c'est à dire la contradiction grandissante principale centres/périphéries qui lui est immanente. Cette première forme du marxisme historique transforme celui-ci en doctrine de légitimation du social impérialisme.

La thèse que Marx avait déduit de sa découverte fondamentale faisant du capitalisme un stade historique (et non la fin de l'histoire), à savoir la nécessité objective de sa transgression par la construction du communisme, mérite à son tour d'être précisée. Ma lecture de Marx n'est pas celle d'un théoricien du déterminisme historique. Les contradictions propres à un système social quelconque doivent bien être surmontées d'une manière ou d'une autre, révélant par là même le caractère historique du système en question. Mais elles peuvent l'être de manières différentes qui à leur tour donnent au système qui succède ses caractères propres. Le communisme apparaît alors comme une solution possible aux contradictions propres au capitalisme. Possible parce que précisément l'accumulation capitaliste en crée les bases matérielles par un développement prodigieux des forces productives - réel et encore davantage potentiel. Cette possibilité devrait apparaître aujourd'hui avec encore beaucoup plus d'évidence qu'à l'époque de Marx. Bien entendu il faut entendre par communisme un projet qu'on ne peut définir qu'en termes larges, et négatifs ("le contraire du capitalisme"), c'est à dire comme un projet de libération de l'aliénation économe (spécifique au capitalisme) et d'égalité des êtres humains (rendue possible par le développement des forces productives). Aller plus loin, en définir positivement les structures et les mécanismes, c'est tomber dans l'utopie telle que Marx la critique justement, puisque c'est ne pas voir que le communisme doit être construit et ne peut l'être que par le mouvement de la société. Et que cette construction est une affaire longue, dont le temps ne peut être raccourci par un volontarisme directeur. Ne serait-ce que parce que, entre autre, la construction en question à l'échelle mondiale exige que la gigantesque polarisation de la richesse créée par le capitalisme soit annulée. Et si l'on définit le développement comme le projet social qui réalise cette annulation de la polarisation capitaliste, qui pourrait imaginer que le défi qu'il représente n'occupera pas dans le meilleur des cas une bonne partie du XXIe siècle, si non davantage.

Ce communisme est un possible. Mais il n'est pas le seul. L'auto destruction de la société humaine - par l'aggravation continue de l'aliénation marchande, le déclin (et non l'essor) de la démocratie, l'accentuation (et non la réduction) des inégalités sociales aux échelles locales et à l'échelle mondiale - n'est pas impossible. Ma lecture de Marx et la thèse que j'en ai déduite concernant la "sous-détermination" dans l'histoire (autonomie des logiques des diverses instances constitutives de la réalité sociale) soulignent la diversité des possibles. Le choix de l'alternative souhaitable - le communisme - n'exclut pas l'action stratégique délibérée en vue de conduire les logiques d'instances à converger progressivement dans le sens de cette construction ; il la suppose.

L'histoire donc, celle du XXe siècle, s'est trouvée confrontée à ce défi : l'amorce d'une révolution se proposant la construction du communisme à l'échelle mondiale à partir de périphéries du système (la Russie, puis la Chine). Toutes choses qui étaient prévisibles - ou auraient dû l'être - ; toutes choses qui confortent ce que Marx avait dit ou dont il avait amorcé l'analyse. Mais toutes choses auxquelles le marxisme historique n'avait pas préparé les esprits.

Car la contradiction centres/périphéries est bel et bien la contradiction principale dans le système capitaliste mondial réellement existant. Je dis bien la contradiction principale, la contradiction fondamentale étant celle qui oppose le capital et le travail, dont le rapport définit le mode de production capitaliste qui domine l'ensemble du système. Mais la contradiction fondamentale ne se manifeste qu'à travers des contradictions principales qui constituent les formes concrètes de sa manifestation. Ma thèse est que la polarisation à l'échelle mondiale constitue la manifestation permanente la plus violente de l'histoire de l'expansion du capitalisme. Il en résulte - ce que l'on constate - que les tentatives les plus radicales de remise en cause de l'ordre capitaliste n'ont été amorcées jusqu'ici qu'à partir de mouvements sociaux puissants se déployant dans les périphéries du système (les révolutions russe et chinoise). Gommés de la vision du marxisme historique d'avant 1914, les problèmes que cette dimension dominante de la réalité du capitalisme pose ont ouvert un chapitre nouveau dans le développement du marxisme historique.

Les révolutions radicales du XXe siècle, faites au nom du socialisme et sous le drapeau du marxisme (ou plus exactement du marxisme léninisme forme historique du premier), ont donc été confrontées à deux tâches : "rattraper" d'une certaine manière par un développement accéléré des forces productives puisqu'on partait d'un héritage du capitalisme périphérique victime de la polarisation, et "faire autre chose" (qu'on a appelé la construction du socialisme). Les pouvoirs issus des mouvements de libération nationale dans les périphéries du système ont été confrontés - après la seconde guerre mondiale - à des tâches de même nature, bien que leur préoccupation de "faire autre chose" ait été ici fortement atténuée par la nature des blocs sociaux dominants. Deux tâches qui, dans tous les cas, sont difficiles à concilier, bien que le défi réel fut et demeure précisément de le faire. Dans les faits - et sans que nous ne retournions ici à l'analyse de leur développement - un système a été progressivement inventé qui a donné son contenu au marxisme historique de cette seconde étape.

Ce système s'est réduit progressivement à l'abolition de la propriété privée du capital et de la terre (abolissant ainsi l'une des caractéristiques majeures du capitalisme) et à la mise en place des moyens d'un développement accéléré des forces productives que cette abolition permettait. La planification centralisée, que résume l'essentiel de ces moyens, pouvait mettre en œuvre avec un certain degré d'efficacité le concept d'équilibre général. Ce dernier, qui paradoxalement n'a pas de sens pour l'analyse du capitalisme, devient ici au contraire un concept pratique réel et utile. Mais si je dis que l'efficacité de l'outil n'a jamais été que relative c'est parce que, comme je l'ai rappelé plus haut, le développement du système réel n'est pas le produit du déploiement des "lois économiques objectives" - en l'occurrence ici maîtrisées par la propriété publique des moyens de production - mais celui de l'articulation entre les exigences que ces lois mettent en évidence et des interventions des forces sociales en réponse aux défis que ces lois expriment.

Le système en question était fondé sur une réduction théorique majeure, assimilant l'abolition de la propriété privée à l'institution de la propriété sociale, oubliant par là même que cette dernière ne peut être que le produit progressif d'une libération des citoyens devenant les maîtres réels du système,

mettant en œuvre à tous les niveaux - du plus local à celui de leur Etat - des capacités de gestion, de choix, de décisions parfaitement et authentiquement libres. La gestion du système par un Parti-Etat unique, trouvant sa légitimité dans son origine d'avant garde, devait par la force des choses réduire à néant les capacités inventives requises par la construction du communisme. Cette dégradation faisait évoluer les systèmes en question dans une direction qui vidait la démocratie (présente et parfois très fortement dans le moment révolutionnaire de cette histoire) de tout contenu réel. Elle faisait perdre aux formes despotiques ("bureaucratisés" ou "technocratisés" sont des termes qui n'expriment ici qu'une approximation partielle du phénomène) du pouvoir qu'elle alimentait la légitimité d'origine des systèmes en question. C'est dans ce sens que j'entends que l'évolution en question ne permettait pas de progression réelle dans la libération de l'aliénation économiciste requise pour une avancée significative dans la direction communiste. J'ai donc qualifié ce qu'on construisait alors de "capitalisme sans capitalistes". Le marxisme historique était devenu l'idéologie de légitimation de cette construction (et notamment de la planification centralisée par laquelle elle avançait) et guère plus.

Non que les réalisations matérielles de cette étape, dont la page est aujourd'hui tournée, aient été négligeables. Elles ont été tout au contraire considérables, en comparaison de celles de toutes les sociétés périphériques demeurées dans l'orbite du capitalisme "classique". Aux plans de réalisations de l'éducation et de la santé ou d'un degré moindre d'inégalité, la comparaison ne laisse pas de place au doute, que ce soit entre la Chine et l'Inde, Cuba et l'Amérique latine, la Yougoslavie titiste et celle de l'entre deux guerres, l'URSS et l'ancien Empire russe, comme l'illustre également la comparaison entre les réalisations de ces régimes et les dévastations ultérieures de la "restauration du capitalisme" (j'aime mieux qualifier le processus d'accélération de l'évolution des systèmes en question de la forme "capitalisme sans capitalistes" à celle - classique - du "capitalisme avec capitalistes").

C'est ainsi que la figure de Marx - dans les habits du marxisme historique dessiné ici - a dominé l'histoire des sociétés dites socialistes du XXe siècle et, dans des formes atténuées, celle des ailes les plus avancées des mouvements de libération nationale des autres périphéries.

Les difficultés grandissantes auxquelles était confronté cette forme du marxisme historique, produites par l'essoufflement de l'efficacité de la mise en œuvre des moyens de développement qu'elle permettait de mobiliser et par l'érosion de sa légitimité, sont à l'origine des avancées du marxisme critique qui se sont frayés leur voie dans les mouvements les plus radicaux des périphéries des années 1960 et 1970 du XXe siècle, et sur lesquelles je me suis exprimé ailleurs, qualifiant de la sorte la vocation asiatique et africaine du marxisme.

Dans les centres capitalistes c'est la figure de Keynes plutôt que celle de Marx qui a dominé au moins pendant une partie de la seconde moitié du XXe siècle.

Keynes ne s'est jamais proposé de faire une critique quelconque du capitalisme en général. Les questions concernant la nature transhistorique ou historique du capitalisme ou l'aliénation économiciste ne l'intéressaient pas du tout, pas plus que la polarisation à l'échelle globale. En parfait britannique qui ne connaît de philosophie autre que rigoureusement empiriste sa seule préoccupation était de gérer le système dans lequel il vivait, au mieux de ce qui lui paraissait possible. Cette préoccupation l'a conduit à adresser une critique sérieuse à la variété libérale du capitalisme.

Cette variété s'est toujours exprimé de la même manière extrémiste. Sa dogmatique - car il ne s'agit de rien de plus - est fondée sur le théorème central de la théorie du capitalisme imaginaire : que les marchés seraient auto régulateurs et que leur déploiement dans le cadre du maximum de liberté établie en leur faveur (c'est à dire le maximum de dérégulation) produirait ce fameux équilibre général. Il ne s'agit là de rien de plus que du noyau essentiel de l'idéologie bourgeoise vulgaire, qui s'exprime naïvement dans le discours du chef d'entreprise, lequel ne va guère au delà de la litanie bien connue : réduire les coûts y compris les salaires et les droits sociaux, augmenter la productivité pour être plus compétitif, renforcer les positions de rente monopolistique par tous les moyens (y compris en violant ouvertement tous les préceptes de "fair play"), payer le moins d'impôts, tout cela en vue de maximiser les profits immédiats. Il fallait prouver que la mise en œuvre unilatérale de ces "règles" produit

"l'optimum social". L'économie pure - c'est à dire la théorie d'un monde imaginaire qui n'a rien à voir avec le capitalisme historique réellement existant - a pour fonction de le démontrer. Qu'elle n'y parvienne qu'au prix de la violation des règles élémentaires de l'usage de la logique scientifique n'a rigoureusement aucune importance, puisque sa fonction légitimatrice est de type religieux intégriste.

Le capitalisme est toujours libéral quand il le peut, c'est à dire lorsque les rapports de force sociaux ne l'obligent pas à s'adapter à des exigences autres que celles qui s'expriment dans la recherche du profit immédiat et individuel maximal. Cela arrive dans l'histoire, comme dans le moment présent. Mais cela n'est jamais durable parce que le libéralisme ne produit pas ce qu'il prétend réaliser ; au contraire il enferme la société réelle dans une crise de l'accumulation.

Keynes avait vu et compris l'absurdité du discours libéral dominant. Sa démonstration que les marchés livrés à eux mêmes ne sont pas autorégulateurs mais explosifs est, de ce point de vue, centrale et correcte. Pour cela, Keynes part de l'observation de bon sens simple que l'opérateur sur le marché fonde sa décision sur les anticipations des autres, ses partenaires et concurrents et non pas sur de prétendues tendances objectives. De ce fait le marché est synonyme d'instabilité et non révélateur tendanciel d'un équilibre quelconque. C'est la raison pour laquelle tout l'effort de l'économie pure postérieure à Keynes s'évertuera à introduire les anticipations en question dans le raisonnement des acteurs économiques. Cet effort s'avérera totalement vain, incapable de prouver qu'en dépit de ces malheureuses anticipations incontournables, le marché tend à l'équilibre. Mais encore une fois l'échec scientifique de l'économie pure n'a pas d'importance. Les idées - vraies ou fausses - s'imposent selon les rapports de force dans lesquels s'expriment les intérêts sociaux pris en compte dans le monde du capitalisme réel.

Keynes s'attache alors aux questions que pose la gestion d'un système qu'il reconnaît être instable par nature. Les hypothèses qu'il introduit à cet endroit concernant la préférence pour la liquidité d'une part et l'efficacité marginale du capital qu'il fait dépendre largement du tempérament des hommes d'affaires et de l'atmosphère dans lequel ils baignent d'autre part permettent de donner une apparence de rigueur scientifique à ses propositions. Une manière fort élégante, mais sans solidité, de dire pourquoi le système est instable par nature. Les recommandations qu'on pourrait en déduire s'avéreront néanmoins efficaces, bien que leur efficacité - incontestable dans certaines circonstances sociales - trouve ailleurs ses raisons d'être.

Il est en effet tout à fait caractéristique que la critique de Keynes, formulée dans les années 1920 et 1930 en réponse aux résultats déplorables de la gestion libérale de l'époque, n'a pas eu d'écho en son temps. Par contre lorsque les rapports sociaux se trouveront modifiés en faveur des travailleurs - embryonnairement à partir du New Deal rooseveltien et du Front populaire français, massivement avec la défaite du fascisme en 1945, des conditions sociales favorables seront réunies pour mettre en œuvre les politiques qu'on pouvait tirer d'une certaine lecture de Keynes. On passera alors de Keynes au keynésianisme historique.

Ce dernier se réduit pratiquement à deux ensemble de mesures qui impliquent qu'on accepte le principe de la régulation des marchés et de l'intervention de l'Etat à cet effet.

La première série de mesures vise à établir une concordance entre l'évolution des salaires réels (de la masse salariale) et celle de la productivité. Cette concordance peut être obtenue par des négociations - si les syndicats sont suffisamment convaincus et puissants pour l'imposer - ou par l'intervention de l'Etat, ou par un mélange des deux. Ce qui importe ici c'est de reconnaître que ce principe n'a rien à voir avec ceux du "marché" ; il s'agit d'un principe de planification socialiste, dont la mise en œuvre est rendue possible dans une partie du monde capitaliste (c'est à dire dans des sociétés qui persistent à respecter le principe de la propriété privée) du fait de rapports sociaux qui en imposent la légitimité. Que ce principe ait réellement été mis en œuvre d'une manière "neutre" et équivalente chez tous les partenaires centraux du système de l'après guerre, de 1945 à 1980, ou que les fluctuations du rapport évolution des salaires/évolution des productivités en fonction des luttes sociales locales aient modifié

les conditions de la compétition sur les marchés mondiaux, constitue des problèmes intéressants sur lesquels néanmoins il n'est pas nécessaire de s'étendre ici.

La seconde série de mesures concerne la gestion de la demande globale. Une certaine lecture de Keynes pouvait faire comprendre pourquoi celle-ci est tantôt insuffisante (entraînant l'enfermement du système dans le sous-emploi) tantôt excédentaire (entraînant l'inflation). On en déduit aisément que l'Etat - par la dépense publique et la manipulation de l'imposition comme la direction qu'il pourrait exercer sur le système bancaire, agissant sur les conditions d'offre du crédit - peut gérer convenablement le volume de cette demande globale. Mais il n'était pas nécessaire de faire appel à Keynes pour savoir que la demande globale ne s'établit pas spontanément au niveau requis pour maximiser l'emploi et la production sans dérapage inflationniste. Dans ma lecture de Marx - celle de Sweezy - la tendance fondamentale produite par le rapport social favorable au capital se traduit par une demande globale tendentiellement toujours insuffisante, le système n'ajustant pas de lui-même le niveau des salaires à ce que la reproduction élargie exige en dynamique. Il faut alors trouver d'autres moyens pour absorber le surplus. Ces moyens peuvent être socialement utiles par eux-mêmes - développer l'éducation et la santé, assurer des services sociaux de protection, - ou utiles pour soutenir l'élargissement des marchés rentables - financer des infrastructures adéquates ou des dépenses militaires. Il est intéressant de remarquer ici que, en dépit du rejet absolu de Keynes par les économistes purs de notre époque, la gestion de la demande globale par l'Etat est demeurée au centre des options de politiques économiques réelles de l'administration américaine. Avec Reagan le keynésianisme social a bien été répudié, mais au bénéfice d'un keynésianisme militaire - permanent depuis 1945 et maintenue après l'effondrement de l'ennemi soviétique présumé - pour lequel l'option hégémoniste de Washington a trouvé une légitimation renouvelée.

Le keynésianisme historique, réduit lui également à une dogmatique simple, convenait parfaitement à la social-démocratie dominante dans les centres capitalistes au lendemain de la défaite du fascisme. Il permettait de gérer le capitalisme - devenu l'aspiration de cette social-démocratie - et de le gérer par une meilleure intégration des travailleurs garantie par une répartition des bénéfices de l'accumulation acceptable socialement. Ce système a fonctionné, avec une efficacité remarquable qui s'est exprimée par l'accélération de la croissance, tant que le rapport social était favorable aux travailleurs et que la menace de "contagion communiste" pouvait être prise au sérieux. Dès lors que la première de ces deux conditions s'était érodée et que la seconde avait cessé d'exister, le keynésianisme historique était condamné à quitter la scène de l'histoire pour laisser la place au retour des libéraux. Ce qui s'est produit au cours des années 1980 et 1990.